



## CHAPITRE 59

### Loi des allocations aux aveugles

[Sanctionnée le 6 août 1965]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

## CHAPTER 59

### Blind Persons Allowances Act

[Assented to 6th August 1965]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

#### Définitions:

« allocation »;

« bénéficiaire »;

« beau-fils »;

« belle-fille »;

« commission »;

« ministre »;

« autre province »;

« allocation équivalente ».

**1.** Dans la présente loi, les expressions suivantes signifient:

a) « allocation »: une allocation versée à un aveugle en vertu de la présente loi;

b) « bénéficiaire »: un aveugle qui reçoit une allocation;

c) « beau-fils »: le fils du conjoint du bénéficiaire;

d) « belle-fille »: la fille du conjoint du bénéficiaire;

e) « commission »: la Commission des allocations sociales du Québec;

f) « ministre »: le ministre de la famille et du bien-être social;

g) « autre province »: une province ou un territoire du Canada autre que le Québec;

h) « allocation équivalente »: une allocation versée en vertu d'une loi d'une autre province et conforme aux conditions spécifiées dans la Loi sur les aveugles et dans les règlements adoptés sous son régime.

**1.** In this act, the following expressions mean:

(a) "allowance": an allowance paid to a blind person under this act; "allowance";

(b) "recipient": a blind person who receives an allowance; "recipient";

(c) "stepson": the son of the recipient's spouse; "stepson";

(d) "stepdaughter": the daughter of the recipient's spouse; "stepdaughter";

(e) "Commission": the Quebec Social Allowances Commission; "Commission";

(f) "Minister": the Minister of Family and Social Welfare; "Minister";

(g) "other province": any Canadian province or territory other than Quebec; "other province";

(h) "similar allowance": an allowance paid under an act of another province and in conformity with the conditions specified in the Blind Persons Act and the regulations made thereunder. "similar allowance".

#### Interprétation.

**2.** Aux fins de la présente loi,

a) un enfant à charge est un fils ou beau-fils de moins de seize ans, une fille ou belle-fille de moins de dix-sept ans ou un fils ou beau-fils, une fille ou belle-fille qui a moins de vingt et un ans et ne peut

**2.** For the purposes of this act,

(a) a dependent child is a son or stepson who has not attained the age of sixteen years, a daughter or stepdaughter who has not attained the age of seventeen years or a son or stepson, daughter or

#### Interpretation.

gagner sa vie en raison d'une incapacité physique ou mentale;

*b)* une personne est censée ne pas être mariée si son mariage a été dissous ou si elle vit séparée de son conjoint.

Alloca-  
tion men-  
suelle de  
\$75.

**3.** Le gouvernement de la province est autorisé à verser à tout aveugle réunissant les conditions requises par la présente loi et les règlements une allocation mensuelle de soixante-quinze dollars.

Condi-  
tions  
requis.

**4.** Un aveugle ne peut recevoir d'allocation que s'il réunit les conditions suivantes:

*a)* A la date du premier versement de l'allocation, il doit être âgé d'au moins dix-huit ans, résider dans la province et avoir résidé au Canada durant les dix années précédentes ou durant une période antérieure égale au double de la période d'absence du Canada pendant ces dix années;

*b)* Il ne doit recevoir ni allocation en vertu de la Loi de l'assistance aux personnes âgées ou de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, ni pension en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, ni pension pour cécité en vertu de la loi du Canada intitulée: « Loi sur les pensions »;

*c)* S'il n'est pas marié, son revenu annuel, allocation comprise, ne doit pas excéder \$1500 ou, s'il a un enfant à charge, \$1980, et, s'il est marié, la somme, allocation comprise, de son revenu annuel et de celui de son conjoint ne doit pas excéder \$2580 ou, si son conjoint est aveugle, \$2700.

Alloca-  
tion équi-  
valente.

**5.** Lorsque le bénéficiaire d'une allocation équivalente établit sa résidence dans la province, l'allocation lui est payable s'il réunit les conditions des alinéas *b* et *c* de l'article 4.

Alloca-  
tion ré-  
duite.

**6.** L'allocation est réduite dans les cas et selon les règles qui suivent:

*a)* Dans le cas d'un bénéficiaire non-marié, l'allocation est réduite du montant par lequel son revenu annuel, allocation

stepdaughter who has not attained the age of twenty-one years and is prevented from earning a livelihood by reason of physical or mental incapacity;

*(b)* a person is deemed to be unmarried if his marriage has been dissolved or if he is living apart from his spouse.

**3.** The government of the Province is authorized to pay to every blind person fulfilling the conditions prescribed by this act and the regulations a monthly allowance of seventy-five dollars. Monthly allowance of \$75.

**4.** A blind person may receive an allowance only if he fulfills the following conditions. Condi-  
tions.

*(a)* At the date of the first payment of the allowance, he must be at least eighteen years of age, reside in the Province and have resided in Canada during the ten preceding years or during a previous period equal to twice the period of absence from Canada during such ten years;

*(b)* He must not be in receipt of an allowance under the Aged Persons Assistance Act or the War Veterans Allowances Act, or of a pension under the Old Age Security Act or the federal Pension Act;

*(c)* If he is unmarried, his income, including allowance, shall not exceed \$1500 a year, or, if he has a dependent child, \$1980, and, if he is married, the total income, including allowance, of the recipient and his spouse must not exceed \$2580 or, if his spouse is blind, \$2700.

**5.** When the recipient of a similar allowance establishes his residence in the Province, the allowance shall be payable to him if he fulfills the conditions of paragraphs *b* and *c* of section 4. Similar allowance.

**6.** The allowance shall be reduced in the following cases and subject to the following rules: Allowance reduced.

*(a)* In the case of an unmarried recipient, the allowance shall be reduced by the amount by which his annual income,

non comprise, excède \$600 ou, s'il a un enfant à charge, \$1080;

b) Dans le cas d'un bénéficiaire marié dont le conjoint ne reçoit aucune allocation en vertu de la présente loi, de la Loi de l'assistance aux personnes âgées, ou de la Loi de l'aide aux invalides, l'allocation est réduite du montant par lequel la somme de son revenu annuel, allocation non comprise, et de celui de son conjoint excède \$1680 ou, si son conjoint est aveugle, \$1800;

c) Dans le cas d'un bénéficiaire marié dont le conjoint reçoit une allocation mentionnée à l'alinéa précédent, l'allocation est réduite du montant par lequel la demi-somme de son revenu annuel et de celui de son conjoint, allocations non comprises, excède \$780 ou, si l'allocation du conjoint est reçue en vertu de la présente loi, \$900.

excluding the allowance, exceeds \$600, or, if he has a dependent child, \$1080;

(b) In the case of a married recipient whose spouse is not in receipt of an allowance under this act, the Aged Persons Assistance Act or the Disabled Persons Assistance Act, the allowance shall be reduced by the amount by which the total of his annual income, excluding the allowance, and that of his spouse, exceeds \$1680 or, if his spouse is blind, \$1800;

(c) In the case of a married recipient whose spouse is in receipt of an allowance mentioned in the preceding paragraph, the allowance shall be reduced by the amount by which one-half of the total of his annual income and that of his spouse, excluding allowances, exceeds \$780 or, if the spouse's allowance is received under this act, \$900.

Cession pour considération insuffisante.

7. Lorsqu'un aveugle, un bénéficiaire ou son conjoint a cédé des biens pour une considération jugée insuffisante par la commission, soit dans le but de qualifier l'aveugle ou le bénéficiaire pour une allocation, soit pour empêcher un recouvrement en vertu de l'article 15, les biens cédés sont censés, aux fins de la présente loi, être les biens du bénéficiaire ou de son conjoint.

Restriction.

Toutefois, aux fins du présent article, une cession faite plus de cinq ans avant la date de la demande d'allocation est censée avoir été faite pour une considération suffisante.

7. When a blind person, a recipient or his spouse has transferred property for a consideration deemed insufficient by the Commission, either for the purpose of qualifying the blind person or recipient for an allowance or in order to prevent a recovery under section 15, the property transferred shall, for the purposes of this act, be deemed to belong to the recipient or his spouse.

Transfer for insufficient consideration.

Nevertheless, for the purposes of this section, a transfer made more than five years before the date of the application for an allowance shall be deemed to have been made for a sufficient consideration.

Restriction.

Résidence.

8. L'allocation ne peut être versée au bénéficiaire qui a cessé de résider dans la province à moins qu'il ne réside dans une autre province où aucune allocation équivalente n'est versée.

8. No allowance shall be paid to a recipient who no longer resides in the Province, unless he resides in another province where no similar allowance is paid.

Non-resident.

Demandes.

9. Il appartient à la commission de recevoir et d'entendre toutes les demandes d'allocation et de les décider en dernier ressort. Elle peut en tout temps reviser ses décisions et en rendre d'autres.

Communication des décisions.

Toute décision de la commission sur une demande d'allocation doit être communiquée sans délai au ministre et à la personne qui a fait la demande.

9. The Commission shall receive and hear all applications for allowances and shall decide the same without appeal. It may at any time revise its decisions and render others.

Applications.

Every decision of the Commission upon an application for an allowance shall be communicated forthwith to the Minister and to the person who made the application.

Communication of decisions.

Suspension.

**10.** La commission peut suspendre le versement de l'allocation à tout bénéficiaire qui, sans raison valable, refuse de se soumettre aux mesures de formation, de réadaptation ou de traitement mises à sa disposition.

**10.** The Commission may suspend payment of the allowance to any recipient who, without a valid reason, refuses to follow any training, rehabilitation or treatment program made available to him.

Suspension of payment.

Incessibilité, etc.

**11.** Les allocations versées en vertu de la présente loi sont incessibles, insaisissables et exemptes de toutes taxes provinciales et municipales.

**11.** Allowances paid under this act shall be inalienable, unseizable and exempt from all provincial and municipal taxes.

Allowances inalienable, etc.

Droit de vote sauvegardé.

De plus, le fait de recevoir des allocations n'entraîne pas, pour le bénéficiaire, l'incapacité à voter lors d'une élection provinciale, municipale ou scolaire.

Furthermore, receipt of an allowance shall not disqualify the recipient from voting at any provincial, municipal or school election.

Right to vote safeguarded.

Allocation versée à une autre personne.

**12.** Lorsqu'un bénéficiaire consent à ce que ses allocations soient versées à une personne ou institution qui est tenue à sa subsistance ou s'en charge, la commission peut statuer que ces allocations seront versées, pour le compte de ce bénéficiaire, à cette personne ou institution.

**12.** When a recipient consents to the payment of his allowances to a person or institution who or which is bound or undertakes to provide for his subsistence, the Commission may order such allowances to be paid, for the recipient's account, to such person or institution.

Payment to third party.

Versements.

**13.** L'allocation est due au début du mois, mais elle est versée au cours du mois.

**13.** The allowance shall be due at the beginning of the month, but shall be paid during the month.

Payments.

Restitution de l'indu.

**14.** Quiconque a reçu ou obtenu une allocation à laquelle il n'a pas droit, doit immédiatement retourner le chèque ou le montant.

**14.** Whosoever has received or obtained an allowance to which he is not entitled shall forthwith return the cheque or the amount.

Undue payment.

Idem.

Quiconque a reçu une allocation dont le montant excède celui auquel il a droit doit immédiatement retourner le trop-perçu.

Whosoever has received an allowance the amount whereof exceeds that to which he is entitled shall forthwith refund the overpayment.

Idem.

Dette due à Sa Majesté.

**15.** Lorsqu'une personne reçoit une allocation à laquelle elle n'a aucun droit ou dont le montant excède celui auquel elle a droit, le montant de cette allocation ou le trop-perçu peuvent, en tout temps, être recouvrés à titre de dette due à Sa Majesté.

**15.** When a person receives an allowance to which he is not entitled or the amount whereof exceeds that to which he is entitled, the amount of such allowance or overpayment may be recovered at any time as a debt due to Her Majesty.

Debt due to Her Majesty.

Infractions et peines.

**16.** Est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de vingt-cinq à cent dollars et des frais et, à défaut de paiement de la condamnation, d'un emprisonnement d'au moins un mois et d'au plus trois mois,

**16.** The following shall be guilty of an offence and liable on summary proceeding to a fine of twenty-five to one hundred dollars and costs and, in default of payment of the condemnation, to imprisonment for at least one month and not more than three months:

Offences and penalties.

a) toute personne qui, sachant qu'elle n'y a pas droit, obtient ou reçoit une allocation en vertu de la présente loi;

(a) any person who, knowing that he is not entitled thereto, obtains or receives an allowance under this act;



b) toute personne qui, sachant qu'une autre n'y a pas droit, l'aide à obtenir une telle allocation.

(b) any person who, knowing that another is not entitled thereto, aids him to obtain such allowance.

Rem-  
bourse-  
ment à  
une autre  
province.

**17.** Le gouvernement de la province est autorisé à rembourser à une autre province 25% de l'allocation équivalente versée à un bénéficiaire qui a séjourné dans la province plus longtemps que dans toute autre durant les 1095 jours qui ont précédé la dernière des dates suivantes: celle de sa demande d'allocation équivalente ou son dix-huitième anniversaire.

**17.** The government of the Province is authorized to refund to any other province 25% of the similar allowance paid to a recipient who has lived in the Province longer than in any other during the 1095 days preceding the latter of the following dates: that of his application for a similar allowance or his eighteenth birthday.

Refund to  
another  
province.

Entente  
avec le  
gouverne-  
ment du  
Canada.

**18.** Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut conclure, pour le compte du gouvernement de la province, avec le gouvernement du Canada, une entente comportant le paiement à la province par le gouvernement du Canada d'une contribution aux allocations versées en vertu de la présente loi ou pour le remplacement d'une telle contribution par un abattement fiscal avec ou sans rajustement par paiement ou compensation.

**18.** The Minister, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, may, on behalf of the government of the Province, make an agreement with the Government of Canada for the payment to the Province by the Government of Canada of a contribution to the allowances paid under this act or for the replacement of such a contribution by a tax abatement, with or without readjustment by payment or set-off.

Agree-  
ment with  
Govern-  
ment of  
Canada.

Régle-  
menta-  
tion.

**19.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter tout règlement nécessaire pour déterminer toute modalité d'application de la présente loi et en assurer le bon fonctionnement.

**19.** The Lieutenant-Governor in Council may make any regulation necessary to determine all terms of application of this act and to ensure its proper functioning.

Regula-  
tions.

Idem.

Il peut, en particulier, adopter des règlements sur:

He may, in particular, make regulations providing for:

Idem.

a) la définition du mot « aveugle »;  
b) l'époque de la présentation d'une demande, la manière de la présenter et la forme qu'elle doit revêtir; les renseignements et la preuve à soumettre en l'espèce; la procédure que la commission doit suivre dans l'étude des demandes;

(a) the definition of the word "blind";  
(b) the time, manner and form of making an application, the information and evidence to be submitted in connection therewith, and the procedure to be followed by the Commission in the consideration of applications;

c) l'enquête sur les demandes et sur l'admissibilité des bénéficiaires, les relevés à communiquer et les renseignements qui doivent être fournis par les bénéficiaires ou à leur égard;

(c) the investigation into applications and into the eligibility of recipients, the reports to be made and the information to be supplied by or in respect of recipients;

d) la définition de la résidence dans la province;

(d) the definition of residence in the Province;

e) la définition de la résidence au Canada pour les objets de la présente loi, et les intervalles d'absence du Canada qui sont censés ne pas en avoir interrompu la continuité;

(e) the definition of residence in Canada for the purposes of this act, and the intervals of absence from Canada that shall be deemed not to have interrupted the continuity thereof;

f) la définition du revenu;

(f) the definition of income;

g) la détermination du montant qui est censé constituer le revenu provenant de biens mobiliers ou immobiliers;

h) l'époque où le versement d'allocation doit commencer, après la demande qui en est faite;

i) le versement d'allocations à une personne en qualité de fiduciaire pour l'avantage du bénéficiaire;

j) les circonstances justifiant ou exigeant la suspension du versement d'allocations et la reprise du paiement; et

k) le recouvrement du montant des versements d'allocation auxquels une personne n'avait pas droit selon la présente loi ou les règlements.

(g) determining the amount that shall be deemed income from moveable or immoveable property;

(h) the time at which, after application therefor, the payment of the allowance shall commence;

(i) payment of allowances to a person as trustee for the benefit of the recipient;

(j) the circumstances justifying or requiring the suspension of payment of any allowances and the resumption of payment; and

(k) the recovery of allowance payments to which a person was not entitled under this act or the regulations.

Alloca-  
tions dans  
des cas  
spéciaux.

**20.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la commission à accorder des allocations aux aveugles dans des cas spéciaux qui ne rencontrent pas strictement les conditions de la présente loi mais où la commission, après enquête, juge équitable et conforme à l'esprit de la présente loi de le faire.

Exécu-  
tion.

**21.** L'exécution de la présente loi est confiée au ministre de la famille et du bien-être social.

S. R., c.  
224, ab.

**22.** Le chapitre 224 des Statuts réfundus, 1964, est abrogé.

Entrée en  
vigueur.

**23.** La présente loi entre en vigueur le jour fixé par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

**20.** The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, authorize the Commission to grant allowances to blind persons in special cases which do not strictly meet the conditions of this act but in which the Commission, after inquiry, deems it equitable and in conformity with the spirit of this act to do so.

**21.** The Minister of Family and Social Welfare shall have the carrying out of this act.

**22.** Chapter 224 of the Revised Statutes, 1964, is repealed.

**23.** This act shall come into force on a day to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Special  
cases.

Carrying  
out of act.

R. S., c.  
224, re-  
pealed.

Coming  
into force.